L'ÉTAT INCAPABLE D'ASSURER LA QUIÉTUDE DES ALGÉRIENS

Laxisme contre paix sociale

Laxisme contre un semblant de paix sociale. C'est l'équation visiblement adoptée par les pouvoirs publics. Sinon comment expliquer que des délinquants s'attaquent à des commissariats, que des vendeurs à la sauvette squattent les trottoirs et que les espaces publics soient aux mains de pseudo-gardiens de parking. De concession en concession, l'Etat est devenu absent, voire complice.

Photo : Samir Sid

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Lorsqu'au lendemain des émeutes de janvier 2011, le gouvernement n'avait eu pour seule réponse qu'une série de mesures dites d'«apaisement», le ton était déjà donné.

Depuis, les concessions se multiplient, encourageant des comportements inciviques. Jeudi dernier, et après l'arrestation d'un de leurs acolytes ayant agressé un jeune homme à El Harrach, une bande de délinquants a attaqué le commissariat de Beaulieu, forçant les policiers à remettre en liberté l'individu appréhendé quelques heures plus tôt.

Loin d'être anecdotique, la pratique se généralise. De manière régulière, les colonnes des journaux font état dans la rubrique des faits divers d'attaques de commissariats par des bandes préférant à la justice la vengeance. L'impunité est encouragée par la banalisation de la violence. Les batailles rangées sont légion dans plusieurs quartiers où des adolescents portent des armes blanches et en usent régulièrement.

Souvent, les forces de l'ordre n'interviennent même plus, laissant les bandes rivales régler leurs comptes accentuant ainsi le sentiment d'un Etat absent. Et ils ne sont pas les seuls à profiter de cette situation.

En janvier dernier, instruction avait été donnée pour que ces derniers ne soient plus inquiétés. Ils pouvaient dès lors squatter les trottoirs, proposer des produits avariés sous le regard indifférent et parfois même complice des services de l'ordre et celui impuissant des commerçants légalement installés.

Ces derniers, rageant de devoir côtoyer des marchands ambulants, ne peuvent que constater l'anarchie et pester contre une administration qui les accule pour les impôts mais qui ferme les yeux dès qu'il s'agit des vendeurs ambulants. Ces derniers, jeunes et moins jeunes, profitent pleinement de ce laxisme et se permettent même le luxe de refuser les alternatives proposées.

Certaines communes avaient mis en place des marchés de proximité où il était question de récupérer les marchands ambulants mais c'était compter sans la capacité de ces derniers à profiter du laxisme ambiant.

Ils ont tout simplement décliné l'offre : pas question pour eux de basculer dans le formel et encore moins de payer des impôts ou d'abandonner le confortable statut de vendeur à la sauvette. Les espaces publics sont ainsi abandonnés aux mains des squatteurs de tous bords. Profitant de l'absence de parkings en nombre suffisant dans les grandes villes, de pseudo-gardiens prennent d'assaut les places pouvant servir de stationnement et font du racket à longueur de journée. Ils n'hésitent pas à recourir aux grands moyens pour soutirer de l'argent à toute personne ayant osé stationner sur ce qui est devenu leurs territoires.

Toutes les plaintes des personnes ayant été agressées par ces gardiens autoproclamés sont restées sans suite.

Au final, le cocktail impunité-complicité couplé à une absence chronique de l'Etat est détonant et n'est certainement pas garant de la paix sociale pour laquelle certains cercles sont prêts à tout.

N. I.

JIJEL

Silence... on squatte

Comme il fallait s'y attendre, durant chaque mois de Ramadan, le commerce informel devient un sport national face à l'absence des services compétents dont la mission est de mettre de l'ordre dans les pratiques commerciales.

Lors de notre passage dans le marché situé en plein centre-ville de Jijel nous avons été désagréablement surpris par la situation qui y prévaut : une armée de vendeurs à la sauvette exposent des marchandises de tous genres sur les trottoirs et autres espaces publics longeant ledit marché et souvent en plein milieu de la chaussée.

Ils vendent n'importent quoi et n'importe comment : des marchandises de tous genres, des légumes et des fruits, des produits périssables dans des conditions d'hygiène lamentables. On y trouve de la sardine à 18h en ces temps de grandes chaleurs, de la zlabia, du kalb elouz.

En dépit des efforts consentis par les services de la commune du chef-lieu de wilaya pour remettre de l'ordre dans ce genre d'espace à travers la création de marchés de proximité dans quelques quartiers de la ville, force est de reconnaître que l'informel semble être un réflexe pavlovien chez un grand nombre de ces ramasseurs d'argent en ce mois de piété et de clémence, et ce, face à l'absence des différents acteurs intervenant dans le domaine de la réglementation de l'activité commerciale.

Il convient de signaler que durant ce mois de Ramadan, le commerce informel a pris des proportions alarmantes face au laxisme des services compétents : chaque coin de rue a son souk fawdaoui, ou plutôt sa propre pagaille.

Le visiteur de la ville de Jijel sera frappé par la prolifération de marchés improvisés à chaque coin de rue : village Mouss, Ouled Aïssa, Ekete, Benchaiboune... gare routière sont devenus des souks à ciel ouvert.

Tirant profit de l'absence de tous les services de l'Etat, certains vendeurs à la sauvette sont allés plus loin en dressant des étals de fortune devant les portes de maisons, causant des désagrément aux riverains.

C'est le cas au niveau de la route longeant le siège de la Direction des mines, constamment squattée par une nuée de ces vendeurs qui imposent leur loi sous le nez de certains agents de l'Etat.

Ces derniers auraient selon certaines sources, reçu instruction de se comporter gentiment durant cette période avec «ces hors-la loi».

Un signe d'impunité de la part d'un système en quête d'une paix sociale faussement conçue.

Bouhali Mohamed Cherif

Publicité

QUARANTIÈME JOUR

Le 27 juin 2012, nous quittait pour toujours notre bien-aimée mère

EL HADJA LECHLECH Khira

épouse de feu **Mohammed BENAHMED ABDELGHANI**, ancien colonel, ancien Premier ministre.

En ce quarantième jour, ses enfants **Omar, Miloud** et **Abdelkrim BENAHMED** tiennent à remercier tous les proches et amis qui ont compati à leur douleur et à exprimer toute leur gratitude aux institutions et autorités qui leur ont apporté aide et assistance durant ces circonstances.

«A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.»

Arabesque

OUM EL-BOUAGHI

Échauffourées après l'interpellation d'un dealer

Dans la localité de Souk-Naâmane, située à l'extrême ouest du chef-lieu de wilaya d'Oum-El-Bouaghi, des informations sont parvenues aux services de sécurité faisant état de la présence de dealers.

Après des investigations minutieusement menées par la Gendarmerie nationale, le principal dealer tomba dans les filets des services de sécurité et fut arrêté. Des jeunes, certainement de connivence avec l'inculpé, se ruèrent vers le siège de la gendarmerie dans une tentative de libérer le détenu.

Ce dépassement a été heureusement maîtrisé par les services de sécurité. Les manifestants ont eu recours aux jets de pierre et barres de fer... pour libérer leur acolyte.

Les services de sécurité ont arrêté et présenté dix individus âgés entre 25 et 35 ans devant le juge d'instruction près le tribunal de Aïn-M'lila qui a ordonné leur mise en détention provisoire.

A signaler que dans cette émeute, la première du genre dans cette localité conservatrice, plusieurs véhicules en stationnement aux alentours de la brigade de gendarmerie et commissariat de la police ont été saccagés par les émeutiers. Il a fallu renforcer le dispositif de sécurité par des groupes d'intervention dépêchés de la wilaya de Batna.

Avec l'arrestation de ce dealer, les services de sécurité auront porté un coup fatal aux trafiquants de drogue et barbituriques après avoir appréhendé trois dangereux dealers la semaine dernière et saisi sept kg de kif.

Moussa Chtatha